

CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2019 COMPTE-RENDU SUCCINCT

Affiché en mairie le 10 avril 2019

L'an deux mille dix neuf, le huit avril à 19 h 00, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni en séance publique, sous la présidence de M. Thierry FALCONNET, Maire.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

M. Thierry FALCONNET - Mme Brigitte POPARD - M. Patrick AUDARD - Mme Joëlle BOILEAU - M. Bernard BUIGUES - Mme Marie-Paule CROS - M. Ludovic RAILLARD - Mme Christiane JACQUOT - M. Jean-Jacques BERNARD - M. Nouredine ACHERIA - Mme Anne-Marie PIGERON - M. Martino AMODEO - M. Jean-Dominique BAGNARD - Mme Claudine DAL MOLIN - M. Jean-François BUIGUES - Mme Christine BUCHALET - M. Dominique MICHEL - Mme Aziza AGLAGAL - Mme Elise MARTIN - Mme Sandrine RICHARD - M. Yves-Marie BRUGNOT - Mme Caroline CARLIER - M. Sylvain BLANDIN - M. Saïd FOUAD - Mme Jamila DE LA TOUR D'AUVERGNE

EXCUSÉS REPRÉSENTÉS :

M. Jean ESMONIN donne pouvoir à Mme Sandrine RICHARD
M. Jean VIGREUX donne pouvoir à M. Thierry FALCONNET
Mme Saliha M'PIAYI donne pouvoir à M. Dominique MICHEL
Mme Aurélie FERRARI donne pouvoir à Mme Brigitte POPARD

ABSENTS / EXCUSÉS :

Mme Yolanda MARINO - M. Philippe CHERIN - M. Gilles RENAUD - Mme Nelly GODDE

Désignation du secrétaire de séance dans l'ordre du tableau : M. Yves-Marie BRUGNOT.

M. Yves-Marie BRUGNOT procède à l'appel.

Adoption à l'unanimité du procès-verbal du Conseil municipal du 4 février 2019.

M. le Maire annonce l'ajout d'un vœu (remis sur table) qui sera traité en début d'ordre du jour : « VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DU MOUVEMENT DES COQUELICOTS ».

L'ensemble des groupes politiques et indépendants présents à l'assemblée s'unissent pour voter ce vœu à l'unanimité.

M. le Maire ne participera pas à l'approbation du compte administratif 2018 et confiera la présidence de la séance à Mme la 1^{re} adjointe durant tout le débat autour de cette délibération.

Après l'exemple promulgué par la ville de Dijon, M. le Maire annonce qu'il a rédigé à son tour un arrêté interdisant l'utilisation du glyphosate sur l'ensemble de la ville de Chenôve.

ADMINISTRATION GENERALE

1 - VŒU DE SOUTIEN À L'APPEL DU MOUVEMENT DES COQUELICOTS

Vœu présenté par le groupe Socialistes, Ecologistes, Radicaux et Républicains de Progrès (SERRP) avec Europe Ecologie Les Verts Côte-d'Or.

Chenôve soutient l'Appel des Coquelicots !

L'Appel des Coquelicots a été lancé en 2018 par l'association « Nous voulons des Coquelicots » qui dresse un constat plus qu'alarmant sur la qualité de l'air, des sols et de la biodiversité dans notre pays avec un facteur plus qu'aggravant : les pesticides.

À Chenôve, en 2009, nous avons été la première commune de l'agglomération à proscrire l'utilisation des produits phytosanitaires chimiques pour l'entretien de nos espaces verts sans attendre les réglementations aujourd'hui en vigueur.

Des centaines d'études parues dans les plus grandes revues scientifiques, celles non financées par les lobbys, démontrent les dangers des pesticides pour l'homme et l'environnement. Ces résultats sont sans appel : explosion des maladies chroniques, cancers, troubles psychomoteurs chez les enfants et malformations à la naissance d'une part ; déclin massif de la biodiversité et pollution des eaux, d'autre part.

Les pesticides de synthèse ne peuvent plus être une réponse appropriée au modèle de développement de nos sociétés qui doit être durable. L'enjeu est désormais d'offrir des solutions protectrices pour notre santé, les écosystèmes et rémunératrices pour nos agriculteurs et nos paysans.

Les professionnels sont, en effet, pris au piège d'un système où les fabricants imposent leurs lois, sont les premières victimes des pesticides (agriculteurs, ouvriers agricoles, épandeurs, employés de l'industrie agro-alimentaire, techniciens testant les pesticides, ouvriers de l'industrie de production et de stockage...). A ce titre, nous déplorons que le gouvernement ne souhaite toujours pas légiférer pour l'interdiction de certaines molécules dangereuses, comme le glyphosate.

En l'absence d'un véritable fonds d'indemnisation des victimes des pesticides, ce sont les agriculteurs qui financent eux-mêmes la prise en charge des victimes. Les fabricants, eux, sont exempts de toute participation financière tandis que les drames et les décès s'accumulent.

Pourtant, la population est prête et aspire à une transition écologique de l'agriculture et de l'alimentation car les alternatives aux pesticides existent. C'est le sens des rassemblements réguliers du mouvement « Nous voulons des Coquelicots » ici comme partout en France.

Conscients des risques liés à l'usage des pesticides, en lien étroit avec la dynamique impulsée par Dijon Métropole, nous avons décidé d'agir : reconquête de la nature en ville, transition écologique de l'agriculture, engagement vers l'autosuffisance alimentaire pour 2030.

Au terme de la semaine nationale pour les alternatives aux pesticides, dans la droite lignée de sa politique volontariste dans ce domaine, le Conseil municipal de Chenôve choisit de cultiver l'avenir et de rejoindre l'Appel des coquelicots qui demande l'interdiction de tous les pesticides de synthèse dans une logique de santé publique pour nos administrés, pour les personnels communaux, mais aussi dans une logique de préservation des ressources naturelles et de la biodiversité urbaine.

Considérant que :

- Les études scientifiques indépendantes ne font qu'alerter sur la dangerosité des substances chimiques que sont les pesticides de synthèse pour la santé et la biodiversité.
- La ville de Chenôve a mis en place une politique volontariste en matière de

développement durable dans le cadre de l'entretien de ses espaces verts et au travers de l'arrêté du Maire en date du 8 avril 2019 pour l'interdiction de l'utilisation des glyphosates pour faire de la commune un territoire « Zéro phyto »

- Les professionnels ayant subi les nuisances de ces produits chimiques doivent obtenir réparation auprès des industries

Réuni en séance le 8 avril 2019, le Conseil municipal de la ville de Chenôve :

- soutient l'Appel des Coquelicots demandant l'interdiction de tous les pesticides de synthèse
- soutient les victimes de maladies professionnelles et demande des mesures visant la réparation intégrale de leur préjudice
- demande au gouvernement et au parlement français d'accélérer les mesures d'accompagnement des agriculteurs dans la mutation de leurs modèles de production agricoles afin de permettre à la fois une juste rémunération de leur travail et une sortie rapide et effective des pesticides de synthèse.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'approuver le vœu de soutien à l'Appel du mouvement des Coquelicots.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES**2 - APPROBATION DU COMPTE DE GESTION 2018 DE LA VILLE DRESSÉ PAR LE COMPTABLE PUBLIC**

Le compte de gestion, établi par le comptable public, retrace les opérations budgétaires en dépenses et en recettes, selon une présentation analogue à celle du compte administratif. Il est soumis au vote du Conseil municipal avant l'approbation du compte administratif.

Par ce vote, le Conseil municipal constate, après s'être assuré que le comptable a repris dans ses écritures le montant de chacun des soldes figurant au bilan de l'exercice 2017, celui de tous les titres de recettes émis et celui de tous les mandats de paiement ordonnancés et qu'il a procédé à toutes les opérations d'ordre qu'il lui a été prescrit de passer dans ses écritures, la concordance des résultats entre le compte de gestion établi par le comptable et le compte administratif de la collectivité.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.1612-12 et L.2121-31,

Vu le compte de gestion 2018 joint,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De déclarer que le compte de gestion dressé par le comptable public n'appelle ni observation, ni réserve de sa part,

ARTICLE 2 : D'autoriser le Maire à viser et certifier le compte de gestion 2018 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

3 - APPROBATION DU COMPTE ADMINISTRATIF 2018

Les réalisations et résultats de clôture de l'exercice 2018 s'établissent comme suit :

	2016	2017	2018
FONCTIONNEMENT			
Résultat n-1 reporté	5 979 959,97	3 467 647,16	4 652 189,23
Recettes de l'exercice	24 471 313,70	24 670 394,52	24 650 692,17
Dépenses de l'exercice	23 267 053,09	23 136 860,44	22 812 863,96
Résultat de l'exercice	1 204 260,61	1 533 534,08	1 837 828,21
Résultat avant couverture du besoin de financement en investissement	7 184 220,58	5 001 181,24	6 490 017,44
INVESTISSEMENT			
Solde d'exécution n-1	- 4 483 820,43	-2 120 693,15	337 256,67
Recettes de l'exercice	7 818 599,03	7 883 184,33	2 171 018,90
Dépenses de l'exercice	5 455 471,75	5 425 234,51	4 289 617,93
Solde des restes à réaliser	- 1 595 880,27	- 686 248,68	-736 058,83
Besoin de financement	- 3 716 573,42	-348 992,01	-2 517 401,19
Excédent disponible repris au budget supplémentaire	3 467 647,16	4 652 189,23	3 972 616,25

Conformément à l'article 107 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et à l'article L.2313-1 du Code général des collectivités territoriales, une présentation brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles est jointe au compte administratif afin de permettre aux citoyens d'en saisir les enjeux. Cette présentation vient compléter la maquette du compte administratif.

I – APPROCHE GLOBALE DES RÉSULTATS

L'exercice 2018 se clôt par un excédent de fonctionnement de 6 490 017,44 € contre 5 001 181,24 € en 2017. Après couverture du besoin de financement de l'investissement (2 517 401,19 €), le résultat reporté, qui sera repris au budget supplémentaire 2019, s'établit à 3 972 616,25 €, contre 4 652 189,23 € en 2017.

La contraction du résultat s'explique par l'accroissement du besoin de financement de l'investissement découlant en premier lieu, du choix délibéré de ne pas recourir à l'emprunt en 2018 pour réduire l'endettement, mais également de la raréfaction des aides des partenaires publics.

De plus, en dépenses, une opération exceptionnelle a été comptabilisée pour un montant de 268 696 €. Pour mémoire, par délibération du 5 novembre 2018, la ville a, en effet, régularisé dans ses comptes le prélèvement sur ses réserves qui avait été effectué, hors budget, lors du passage à la M14.

En revanche, en fonctionnement, le résultat comptable de l'exercice est en hausse de 300 000 € par rapport à 2017. Cette variation provient de deux effets cumulatifs :

- Les dépenses de fonctionnement poursuivent leur trajectoire à la baisse (-1,40 %) ;
- Les recettes de fonctionnement n'enregistrent qu'un léger recul (-0,08 %).

Cette bonne orientation des comptes de la Ville est confirmée par les indicateurs financiers, et, en premier lieu, la capacité d'autofinancement brute (ou épargne brute). Cette dernière, déterminée par différence entre les recettes et les dépenses réelles de fonctionnement, hors mouvements exceptionnels, augmente encore en 2018, de près de 12 %, sous l'effet d'une contraction des dépenses (-0,61 %) et d'une augmentation des recettes (+0,55 %).

	2016	2017	2018
Épargne brute (A)	2 127 540	2 278 387	2 549 422
Encours de dette au 31/12 (B)	10 457 855	10 301 487	9 221 912
Capacité de désendettement (B/A)	4,92	4,52	3,62

Conjugué à une stabilité de l'endettement, ce niveau d'épargne brute (2,549 M€) permet de ramener la capacité de désendettement (encours de dette/épargne brute) en-dessous de 4 ans.

L'analyse de l'évolution des différents postes du compte administratif permet d'appréhender les différents facteurs de l'évolution des résultats.

II – ÉVOLUTION DES DÉPENSES ET RECETTES RÉELLES

A – Évolution des dépenses réelles de fonctionnement

Par grands postes budgétaires, les dépenses ont évolué comme suit :

Chapitre	Nature des dépenses	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
011	Charges à caractère général	4,731	4,476	4,434	-0,94 %
012	Charges de personnel	15,094	15,131	15,053	-0,52 %
014	Atténuation de produits	-	-	-	-
65	Autres charges de gestion courante	2,132	2,243	2,261	+0,80 %
66	Intérêts et mouvements financiers	0,311	0,239	0,204	-14,64 %
67	Charges exceptionnelles	0,179	0,069	0,033	-52,17 %
		22,447	22,158	21,987	-0,77 %

En millions d'euros

Hors mouvements exceptionnels, la baisse s'établit à 0,61 %.

Les charges de personnel : le poste de charges le plus important enregistre une baisse de 0,52 %. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce fléchissement :

Contrairement aux années précédentes, l'année 2018 n'a pas été marquée par des mesures décidées au plan national : la valeur du point d'indice est restée stable et l'application des Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations (PPCR) a été suspendue.

En outre, la ville a accentué sa démarche volontariste de maîtrise de l'évolution de ces charges, en assurant un suivi rigoureux de la masse salariale, permettant ainsi d'absorber l'impact du Glissement Vieillesse Technicité (GVT).

Les charges à caractère général : après deux années de baisse substantielle, ces charges restent en 2018 sur cette tendance, mais de manière beaucoup plus modérée, affichant un recul de moins de 1 %. Le détail de l'évolution des principaux postes explique la moindre baisse de ces charges qui regroupent les crédits nécessaires au fonctionnement des services.

	2017	2018	% 2018 / 2017
Achats et contrats de prestations de services (articles 6042, 611, 617 à 6188, 6225 à 6228, 6241 à 6248 et 6281 à 6288)	1 303	1 362	4,52 %
Achats de fournitures (articles 60623 à 6068)	633	581	-8,21 %
Charges de fluides (articles 60611 à 60622)	1 224	1 162	-5,06 %
Entretien et maintenance des biens mobiliers et immobiliers (articles 615...)	463	454	-1,94 %
Publicité, publications, relations publiques (articles 623...)	134	160	19,40 %
Taxes foncières (articles 635...)	124	132	6,45 %
Télécommunications (article 6262)	63	49	-22,22 %
Affranchissement (article 6261)	50	45	-10 %
Frais de déplacement, missions et réceptions (articles 625...)	82	100	21,95 %

En milliers d'euros

Ainsi, les prestations de service constituées des achats de repas, des prestations de sécurité, de la formation des agents, des transports, pour ne citer que les principaux, repartent à la hausse (+4,52 %). Les évolutions les plus significatives concernent :

- Les achats de repas (compte 6042) en hausse de 8 %. Celle-ci est consécutive d'une part, à l'augmentation de la fréquentation des restaurants, des accueils de loisirs et la création de places à la Maison de la petite enfance, et d'autre part, à l'amélioration de la qualité des repas et donc au renchérissement de leurs coûts ;

- Les prestations diverses (compte 6188) en hausse de 29 %. Cette progression s'explique principalement par le portage d'actions en faveur du développement de l'activité économique (Générateur Bourgogne Franche-Comté) et de la formation des jeunes (développement des compétences en numérique au travers de la promotion touristique).

D'autres projets ont été également lancés par la gestion urbaine de proximité, tels

l'accompagnement du projet participatif sur le devenir de l'emprise de la tour Renan et la sensibilisation des habitants à l'hygiène dans les logements.

Deux autres postes, d'un volume moindre, enregistrent une progression soutenue. Il s'agit :

- Des dépenses de communication (comptes 623) : à la suite de la réorganisation du service, certaines prestations d'infographie ont été externalisées.

- Les frais de déplacement, de missions et de réceptions (comptes 625) : les deux premiers sont en lien avec la formation des agents, et leur hausse est corrélative à celle des formations. L'augmentation des frais de réceptions s'explique par l'organisation de manifestations exceptionnelles (inauguration de la maison de la vie associative, du nouveau marché dominical et commémoration du centenaire de l'Armistice).

La progression des taxes foncières est due au remboursement des impôts à l'Etablissement Public Foncier Local (EPFL), à la suite du rachat de deux propriétés (terrain Gallandiers et maison de l'Accueil Liberté).

Quant aux **charges de fluides**, elles affichent une baisse de 5 %, corrigée à -3,7 % après réintégration de factures d'électricité 2018 non rattachées. Cette évolution ne concerne pas tous les postes :

- le gaz et les carburants augmentent respectivement de 7 et 15 % en raison de l'augmentation du coût de ces énergies. De plus, pour le gaz, deux nouveaux bâtiments (vestiaires du stade et Accueil Liberté) ont été pris en compte. Cependant, les conditions tarifaires du marché du gaz ont contribué à limiter la hausse en-deçà de celle appliquée aux particuliers.

- l'électricité et le chauffage baissent, en revanche, chacun de 5 %. La maîtrise de ces charges montre les premiers effets des interventions sur les installations (changement des luminaires par des leds, suppression de compteurs réduisant les abonnements) et des mesures d'optimisation (baisse des puissances souscrites de certains équipements sportifs, ajustement des températures à l'occupation des locaux, notamment dans les groupes scolaires).

Les **autres charges de gestion** progressent de 0,8 %, sous l'effet d'une légère progression de la subvention au CCAS (+27 000 €) et des aides aux associations et à certains organismes (+10 364 €).

Les **charges financières** poursuivent leur décroissance, tant en ce qui concerne les intérêts de la dette que les frais de portage des immeubles acquis par l'EPFL pour le compte de la ville, la baisse de ces derniers découlant du rachat, déjà mentionné, de deux propriétés.

B – Évolution des recettes réelles de fonctionnement

Par rapport à 2017, les recettes réelles affichent une très légère progression (+0,14 %). Après neutralisation des produits exceptionnels, constitués pour l'essentiel de cessions foncières, l'augmentation atteint +0,55 %, les produits exceptionnels étant moins élevés en 2018 qu'en 2017.

Cette amélioration s'explique par une augmentation des dotations et subventions, notamment de la part de l'État et de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF).

Chaque poste évolue comme suit :

Chapitre	Nature des recettes	2016	2017	2018	Variation 2018/2017
013	Atténuation de charges	0,359	0,391	0,206	-47 %
70	Produits des services et du domaine	1,143	1,147	1,136	-0,95 %
73	Impôts et taxes	15,935	15,923	15,985	+0,3 %
74	Dotations, subventions	6,743	6,679	6,888	+3,14 %
75	Autres produits de gestion courante	0,215	0,227	0,287	+27 %
77	Produits exceptionnels	0,039	0,213	0,113	-46.94 %
		24,434	24,581	24,616	0,14 %

En millions d'euros

Après deux années de baisse, **les dotations, subventions et participations** enregistrent une progression notable (+3,14 %). Cette dynamique s'explique principalement par une moindre réfaction sur la **dotation forfaitaire** (-0,100 M€), et la poursuite de la hausse de la **dotation de solidarité urbaine** (+0,150 M€), même si celle-ci marque le pas.

En outre, les participations des différents financeurs sont en hausse de 14,7 %, et ceci malgré la perte des fonds européens pour le chantier école. Le dynamisme de ces recettes est porté essentiellement par l'État et bien entendu, la CAF qui accompagne la Ville sur les créations de places en crèche, mais également dans ces projets au sein des écoles (classes Passerelle, animations sur le temps périscolaire).

La progression des aides de l'État s'explique par le fléchage d'une partie des Dotations Politique de la Ville (DPV) sur des actions réalisées en 2017 et 2018 (valorisation des valeurs de la République, Générateur Bourgogne Franche-Comté et les Z'ateliers du mercredi). L'État a soutenu également les structures et les manifestations culturelles (conservatoire, bibliothèque, Bonb'Hip Hop)

Évolution des participations par nature :

		2016	2017	2018
74712	Emplois d'avenir	116 109	86 678	27 948
74718	État	34 853	87 312	232 262
7472	Région	22 080	30 500	26 130
7473	Département	170 744	137 595	139 961
74751	Métropole	36 276	22 052	20 481
7477	Fonds européens	89 941	63 000	4 408
7478	CAF et autres financeurs	1 038 886	1 037 571	1 230 277
	TOTAL	1 508 889	1 464 708	1 681 467

Les produits des services affichent une légère baisse faciale, mais celle-ci est due à un

changement de chapitre des locations de lignes d'eau du centre nautique, d'un montant de 41 681 €. A périmètre identique, leur progression globale est de 2,61 % et celle des redevances des usagers de 1,41 %.

Les redevances des quatre premiers secteurs mentionnés dans la liste ci-dessous évoluent à un rythme soutenu en raison d'une hausse de la fréquentation. En revanche, les recettes du centre nautique, même après l'ajout des locations de lignes d'eau, accusent un sensible fléchissement (103 079 €) dû la baisse des entrées. Après trois années de croissance continue, les redevances du conservatoire diminuent également, du fait de la fermeture d'une classe de piano, du transfert des heures de pédagogie sur les orchestres à l'école et d'une plus grande mixité sociale parmi les usagers.

Évolution des produits par service :

	2016	2017	2018
Périscolaire	243 217	285 229	294 568
Petite Enfance	154 526	147 665	151 402
Accueils de loisirs	65 297	71 518	77 655
Loisirs sportifs	195 393	216 161	227 465
Jeunesse	6 793	5 764	5 889
Centre nautique	121 988	119 884	61 398
Billetterie Cèdre	91 687	91 271	92 826
Conservatoire	98 671	103 736	99 976
Bibliothèque	4 279	3 336	282
TOTAL	981 851	1 038 565	1 011 557

Les impôts et taxes n'évoluent pas par rapport à 2017. Ce poste est constitué principalement des impôts directs, d'un ensemble de taxes (taxe sur l'électricité, taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE) et taxe additionnelle aux droits de mutation) et des reversements de Dijon Métropole.

- **Le produit de la fiscalité sur les ménages**, au titre de l'année 2018, atteint 7,705 M€, en hausse de +1.37 %, soit un peu plus que le coefficient de revalorisation des bases (+1,20 %). La faiblesse de la variation physique de la matière imposable est due à l'absence d'opérations de construction d'immeubles depuis plus deux ans.
- **Les autres taxes** diminuent de 1,12 %, en raison d'une contraction des taxes sur les consommations d'électricité et surtout, du net recul de la taxe sur la publicité extérieure (TLPE) consécutif à la baisse des tarifs et des surfaces imposables.
- Enfin, après les derniers transferts effectués en 2017, **l'attribution de compensation** versée par le Dijon Métropole diminue d'environ 20 000 €, tandis que la **dotation de solidarité communautaire** reste stable à 958 257 €.

Les autres produits de gestion courante augmentent à périmètre identique (sans les locations de lignes d'eau) de 8,37 %, grâce aux locations du Cèdre (+41 %) et aux locations de salle (+46 %). Les autres revenus de gestion immobilière sont en revanche orientés à la baisse du fait du départ de locataires.

L'atténuation des charges regroupent principalement les remboursements de

rémunérations des agents en arrêt maladie et les participations au titre des emplois aidés. Globalement, ces deux postes baissent de 47 % en raison de la suppression des contrats aidés et d'une diminution du nombre de remboursements de l'assureur au titre des accidents du travail.

C – Les dépenses réelles d'investissement

Globalement, ces dépenses s'établissent à 4 254 621 €, contre 5 333 175 € en 2017.

Les dépenses d'équipement réalisées en 2018 s'élèvent à 1.885 M€, en retrait par rapport à 2017 (3.141 M€), en raison du report de certains programmes (requalification du Petit mail, création du skate-park, acquisition du terrain d'assiette du parking Curel).

Néanmoins, plusieurs opérations ont été achevées, dont :

- L'acquisition auprès de l'EPFL de deux propriétés (462 437 €)
- Les travaux d'accessibilité, notamment à la Maison de la vie associative, l'école En Saint Jacques, le gymnase Curel (200 210 €) ;
- L'aménagement des locaux de la brasserie du Cèdre (177 520 €) ;
- Un programme de réduction des dépenses d'énergie, avec en particulier le changement partiel des huisseries de l'Hôtel de ville (98 700 €) ;
- La reprise de la toiture du bâtiment de l'école maternelle Jules Ferry (80 083 €) ;
- Le transfert du marché dominical (35 057 €).

On peut également mentionner les travaux de sécurisation de certains groupes scolaires, les interventions sur les dispositifs de sécurité, la création d'un Coin nature dans la maternelle En Saint Jacques et l'installation de l'Accueil Liberté dans ses nouveaux locaux.

Les acquisitions de matériel s'élèvent à 369 347 € affectés notamment à la poursuite de l'équipement informatique des écoles, l'agencement des nouveaux locaux de la Maison du projet, les opérations proposées par les instances participatives, la modernisation des véhicules et du matériel des services.

Ce programme est complété par l'avance de trésorerie à la SPLAAD dans le cadre de la convention de prestations pour le centre commercial Saint-Exupéry (1 M€).

Enfin, l'encours de la dette poursuivant sa décroissance (9,222 M€ contre 10,301 M€ en 2017), le remboursement du capital de la dette passe de 1,155 M€ en 2017 à 1,080 M€.

D – Les recettes réelles d'investissement

Elles s'élèvent à 0,996 M€, hors excédents de fonctionnement capitalisés (compte 1068). Elles sont en nette baisse par rapport à l'année précédente, notamment les subventions dont le montant passe de 1,8 M€ à 0,487 M€. De plus, aucun emprunt n'aura été mobilisé en 2018.

E – Les restes à réaliser

Les restes à réaliser correspondent aux dépenses et aux recettes engagées sur l'exercice clos qui seront mandatées ou recouvrées ultérieurement.

Dépenses	983 946.63 €
Recettes	247 887.80 €
Besoin de financement	-736 058.83 €

En dépenses, ils comprennent pour l'essentiel les crédits pour l'acquisition du terrain du parking Curel, la requalification du Petit mail et la création du skate-park.

En recettes, sont reportés les soldes des subventions sur les opérations en cours d'achèvement et la cession d'un lot de la copropriété 2 place Laprévôte.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L1612-12, L2121-31 et L2313-1,

Vu le compte administratif et ses annexes, notamment la note brève et synthétique retraçant les informations financières essentielles,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'arrêter les résultats définitifs,

ARTICLE 2 : D'approuver le Compte Administratif 2018 de la ville.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

2 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. FALCONNET - M. VIGREUX

4 - AFFECTATION DU RÉSULTAT 2018

Le Conseil municipal a arrêté les comptes de l'exercice 2018 en approuvant le compte administratif de la Ville qui fait apparaître les soldes suivants :

- un résultat de la section de fonctionnement de	6 490 017,44
- un solde d'exécution de la section d'investissement de	-1 781 342,36
- un solde des restes à réaliser	-736 058,83
- un besoin de financement de la section d'investissement de	-2 517 401,19

Le résultat de la section de fonctionnement doit faire l'objet d'une affectation par le Conseil municipal.

En priorité, ce résultat doit être affecté à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Ce besoin de financement est égal au solde d'exécution corrigé des restes à réaliser. Le détail des restes à réaliser est annexé au compte administratif.

Le surplus peut-être, soit reporté à nouveau et incorporé en tout ou partie dans la section de fonctionnement, soit inscrit en réserve, pour assurer le financement de la section d'investissement.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.2311-5,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : D'affecter le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2018.

D'une part, en réserve afin de couvrir le solde net d'exécution de la section d'investissement ;

D'autre part, en report de fonctionnement par les écritures suivantes :

ligne 001 – Excédent d'investissement reporté	- 1 781 342,36
soldes des restes à réaliser	-736 058,83
compte 1068 – Excédent de fonctionnement capitalisé	- 2 517 401,19
ligne 002 – Résultat de fonctionnement reporté	3 972 616,25

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

5 - TAUX DES IMPÔTS LOCAUX 2019

Les bases d'imposition 2019 sont revalorisées par l'application du coefficient de variation de l'indice des prix à la consommation harmonisée calculée entre novembre 2017 et novembre 2018, soit +2,2 %.

Ces bases d'imposition sont également ajustées des variations physiques et des exonérations accordées aux contribuables économiquement faibles, en particulier pour la taxe d'habitation. Elles enregistrent les évolutions suivantes :

	Bases effectives 2017	Bases notifiées 2018	Bases effectives 2018	Bases notifiées 2019	Bases notifiées 2019/Bases effectives 2018
Taxe d'habitation	15 112 815	15 285 000	15 067 123	15 470 000	+2,67 %
Taxe foncière bâti	20 965 636	21 272 000	21 401 120	21 684 000	+1,32 %
Taxe foncière non bâti	37 727	37 800	37 828	37 900	+0,19 %

En 2018, les écarts entre les bases notifiées et les bases effectivement taxées ont été significatifs. En 2019, selon les services fiscaux, les bases de taxe d'habitation évolueraient plus vite que la revalorisation forfaitaire, tandis que celles du foncier bâti seraient en-deçà de ce coefficient, en raison d'une baisse de l'assiette taxable des locaux professionnels.

Depuis 2017, ces locaux ne sont plus évalués et revalorisés comme les locaux d'habitation. Chaque année, les tarifs et donc les valeurs locatives de ces locaux font désormais l'objet d'une mise à jour. Cependant, en 2018, pour des raisons techniques, ces locaux ont été revalorisés comme les logements, soit +1,2 %. En 2019, la nouvelle procédure de mise à jour a été appliquée et elle aboutit à une correction, plus ou moins importante selon les collectivités, des valeurs locatives de ces locaux. Pour Chenôve, elle se traduit par une baisse des bases de ces locaux de 0,50 % (-41 267 €).

Les locaux d'habitation évolueraient à un rythme légèrement supérieur à celui de l'actualisation forfaitaire (+2,48%).

Les bases de taxe d'habitation intègrent les bases imposables des contribuables bénéficiant du nouveau dispositif d'exonération progressive (60 % en 2019), l'allègement étant pris en charge par l'État par la voie d'un dégrèvement, dans la limite des taux et des abattements en vigueur pour les impositions de 2017.

Quant à leur évolution, elle demeure très prévisionnelle, comme en atteste les écarts constatés en 2018 entre les bases notifiées et les bases effectives, car les bases définitives ne seront connues qu'après rapprochement avec les déclarations de revenus des contribuables.

Les bases notifiées procureraient, à taux constants, un produit de 7 832 965 €, en augmentation de 133 909 € par rapport à celui perçu en 2018, soit + 1,74 %.

Les compensations d'exonérations fiscales s'établiraient à 371 486 €, contre 354 874 € en 2018, soit +4,68 %. Cette hausse s'explique par l'accroissement des bases exonérées de taxe d'habitation (= 6 % entre 2017 et 2018).

Au total, les recettes d'origine fiscale progresseraient de 150 521 € par rapport à 2018.

Afin de limiter l'augmentation de l'impôt à la charge des contribuables à la seule variation forfaitaire des valeurs locatives, il est donc proposé de maintenir les taux de taxe d'habitation et des deux taxes foncières à leur niveau de 2018.

Vu l'article L.1612-2 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'article 1518 bis du Code général des impôts,

Vu le budget primitif 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De fixer les taux 2019 des impôts directs locaux au même niveau qu'en 2018, soit :

	2018	2019
Taxe d'habitation	13,53 %	13,53 %
Taxe foncière bâti	26,28 %	26,28 %
Taxe foncière non bâti	109,02 %	109,02 %

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

RESSOURCES HUMAINES

6 - SCHÉMA DE MUTUALISATION DE DIJON MÉTROPOLÉ – ADHÉSION AUX SERVICES COMMUNS PROPOSÉS – SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE LA MÉTROPOLÉ, LA VILLE ET LE CCAS – SUPPRESSION DE POSTES : APPROBATION

Vu la loi n°83-634, du 13 juillet 1983, modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53, du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2010-1563, du 16 décembre 2010, modifiée, de réforme des collectivités territoriales,

Vu la loi n°2014-58, du 27 janvier 2014, de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles,

Source de solidarité, la mutualisation permet de partager des ressources communes et des expertises; d'autant plus nécessaire dans un contexte de maîtrise des dépenses publiques, elle constitue aussi et surtout un outil précieux et structurant au bénéfice du service public.

Historiquement liées par le secteur urbanisme, Dijon Métropole et ses communes membres ont engagé un processus de mutualisation renforcée en accompagnant les transformations institutionnelles successives, visant à optimiser le fonctionnement des services municipaux et métropolitains, ainsi qu'à unir leurs efforts dans un souci d'amélioration de l'efficacité publique, tant en matière de maîtrise des dépenses que de qualité de l'expertise locale.

Si une mutualisation désormais très intégrée est opérationnelle avec la ville centre, sont aussi expérimentées, depuis plusieurs années, des mutualisations sur certains secteurs avec plusieurs communes, désireuses de bénéficier de l'expertise des services de la métropole dans certains secteurs : commande publique, services informatiques...

Forte de son projet de territoire et du projet métropolitain, la Métropole peut repenser son projet d'administration pour accompagner cette évolution. C'est dans ce cadre qu'ont été initiés des travaux sur les mutualisations afin d'élaborer un schéma de mutualisation.

Depuis le printemps dernier, un comité de pilotage, composé des maires des communes de la métropole, a été réuni afin d'élaborer un schéma de mutualisation.

Le diagnostic réalisé fait apparaître :

- Une grande variété dans les formes de mutualisation expérimentées entre Dijon Métropole et ses communes membres ; co-existent ainsi des coopérations techniques, des groupements de commandes, des conventions de gestion d'équipements, des mises à disposition de moyens, des mises à disposition de personnels ou de services, un service commun... ;
- Un fonctionnement totalement intégré, depuis plusieurs années, des services de la Ville de Dijon, de son CCAS et de la Métropole, le dispositif juridique correspondant devant toutefois être actualisé ;
- En conséquence, une maturité suffisante de la Métropole en matière de mutualisations pour envisager de créer des services communs et de les ouvrir à l'ensemble des communes membres volontaires ;
- Et enfin, la nécessité de conserver un caractère évolutif et progressif à la démarche, afin de préserver les capacités d'adaptation des services métropolitains, et d'accompagner les communes dans la conduite du changement.

C'est ainsi qu'a été proposé :

- de réviser le dispositif juridique de mutualisation liant la Métropole, la Ville de Dijon et son CCAS, et de créer, autant que possible, des services communs, forme de

- mutualisation la plus intégrée et aboutie ;
- de formaliser les coopérations existantes entre la métropole et les communes déjà engagées dans des mutualisations opérationnelles ;
- et d'élargir, lorsque que cela est possible, juridiquement et opérationnellement, les services communs aux autres communes de la métropole qui le souhaiteraient.

Pour la commune et le CCAS de Chenôve, il s'agit tout autant d'actualiser les coopérations déjà en œuvre avec la métropole notamment pour le droit des sols, le règlement général de protection des données (RGPD) ou la centrale d'achat, que de pouvoir bénéficier d'expertises nouvelles en matière juridique, assurantielle et informatiques.

En vertu de l'article L.5211-4-2 du Code général des collectivités territoriales ;

Conformément à la déclaration d'intention formulée en septembre dernier à l'occasion de la journée métropolitaine et adoptée à l'unanimité par le conseil métropolitain dans sa séance du 27 septembre 2018 ;

En vertu de la délibération du conseil métropolitain du 29 novembre 2018 approuvant à l'unanimité le schéma de mutualisation de Dijon Métropole ;

Il est proposé d'approuver, pour 2018-2020, le schéma de mutualisation de Dijon Métropole, annexé au présent rapport, et d'adhérer aux services communs créés dans ce cadre et ouverts aux communes membres, soit :

- les services communs des systèmes d'information et de la donnée,
- le service commun de la centrale d'achat,
- le service commun de la commande publique,
- le service commun des affaires juridiques,
- le service commun des assurances,
- le service commun du droit des sols.

S'agissant d'une mesure d'organisation du service, l'avis du comité technique a été requis conformément aux dispositions en vigueur.

La création de services communs emporte le transfert de droit, dans les services communs de la métropole, des agents des communes adhérentes exerçant leurs missions dans le champ d'expertise desdits services. Ainsi, au 1^{er} mai 2019, 7 agents de la Ville seront transférés à l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale. La commission administrative paritaire a été consultée.

Aux fins de fixer les modalités d'adhésion de la Ville et du CCAS aux services communs précités, et notamment les modalités de transfert des agents municipaux concernés dans les services métropolitains, il est proposé au conseil d'approuver le projet de convention annexé au rapport.

L'adhésion de la commune serait effective au 1^{er} mai prochain.

Un avenant relatif aux modalités de participation financière de la Ville au fonctionnement des services communs créés, sera proposé au conseil municipal dans le courant de l'année 2019, après réunion de la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (CLECT).

Enfin, la mise en œuvre de ces services communs implique une mise en conformité du tableau des effectifs avec la suppression de 7 postes à la Ville.

Ils se répartissent de la manière suivante :

- cadre d'emplois des attachés territoriaux : 1 poste

- cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux : 3 postes
- cadre d'emplois des techniciens territoriaux : 1 poste
- cadre d'emplois des agents de maîtrise territoriaux : 1 poste
- cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux : 1 poste

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment son article L.5211-4-2,

Vu la délibération du Conseil métropolitain de Dijon Métropole en date du 29 novembre 2018 portant schéma de mutualisation pour 2018-2020 et définissant le périmètre des services créés en 2019,

Vu l'avis du Comité technique de Dijon Métropole du 13 novembre 2018,

Vu l'avis des commissions administratives paritaires du 14 février 2019,

Vu l'avis du Comité technique de la ville et du CCAS de Chenôve du 27 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'approuver le schéma de mutualisation de Dijon Métropole, tel que porté en annexe,

ARTICLE 2 : De décider l'adhésion de la Ville aux services communs créés précités à compter du 1^{er} mai 2019,

ARTICLE 3 : D'approuver la convention relative à la mise en œuvre des services communs à signer avec la métropole et le CCAS de Chenôve, telle que portée en annexe, et d'autoriser M. le Maire à y apporter, le cas échéant, les modifications de détails ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 4 : D'approuver les suppressions de postes telles qu'énoncées et qui prendront effet le 1^{er} mai 2019,

ARTICLE 5 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

24 POUR

5 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme M'PIAYI - M. MICHEL - Mme RICHARD - M. FOUAD

ADMINISTRATION GENERALE**7 - CONVENTION PORTANT CONSTITUTION D'UN GROUPEMENT DE COMMANDES PERMANENT ENTRE LA COMMUNE DE CHENÔVE ET LE CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE CHENÔVE**

Une convention portant constitution d'un groupement de commandes entre la commune et le centre communal d'action sociale (CCAS) de Chenôve a été signée en 2009, pour une durée de cinq ans.

Confirmant l'intérêt de cette démarche, un avenant relatif au renouvellement de la convention portant constitution d'un groupement de commandes a été signée en 2014, pour une nouvelle durée de cinq ans.

Dans la continuité de la démarche, afin de maintenir l'efficacité de la commande publique et la bonne utilisation des deniers publics, une nouvelle convention de groupement de commandes pourrait être conclue entre la commune et le CCAS de Chenôve, pour une durée de cinq ans à compter de sa date de signature.

Celle-ci définirait notamment le rôle de chacun des membres du groupement - étant précisé que la commune de Chenôve en serait le coordonnateur - et les domaines concernés par le groupement de commandes.

Vu le code de la commande publique et notamment les articles L.2113-1, L.2113-6 et L.2113-7,

Vu le projet de convention annexé,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention constitutive du groupement de commandes permanent telle qu'annexée à la présente délibération et tout avenant modifiant ladite convention,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES

8 - MODIFICATION DU TARIF DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE SUR LES ENSEIGNES, PRÉ-ENSEIGNES ET DISPOSITIFS PUBLICITAIRES

Par délibération du 22 septembre 2008, le Conseil Municipal approuvait la création sur le territoire de la commune, à compter du 1er janvier 2009, de la taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), en substitution de la taxe communale sur les emplacements publicitaires fixes (TSE) perçue jusqu'en 2008.

Par ailleurs, par délibération du 28 juin 2010, le conseil Municipal a voté :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m² ;
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m².

Par délibération du 27 juin 2016, le Conseil Municipal a fixé les tarifs applicables au 1er janvier 2017 de la TLPE conformément à l'article L 2333-10 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) comme suit :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes non numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes numériques < ou = à 50 m ^{2**}	Enseignes non scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes scellées au sol entre 7 et 12 m ²	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
20 €	60 €	0 €	18 €	36 €	72 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques est multiplié par 2 lorsque leur superficie totale est supérieure à 50 m².*

Après trois années de stabilité, il est proposé d'appliquer la revalorisation de 1,6 %, soit le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation, sur les tarifs mis en place par la délibération du 27 juin 2016, conformément à l'article L.2333-12 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Nonobstant cette actualisation, les tarifs applicables sur le territoire de Chenôve restent en deçà des tarifs appliqués par les autres communes de Dijon Métropole. Cette revalorisation s'appliquerait également aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019,

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De fixer les tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure applicables aux enseignes, pré-enseignes et dispositifs publicitaires à compter du 1er janvier 2020, conformément à l'article L.2333-12 du Code général des collectivités territoriales, aux montants suivants :

Dispositifs publicitaires, pré-enseignes	Dispositifs publicitaires, pré-enseignes	Enseignes non scellées au sol entre	Enseignes scellées au sol entre 7	Enseignes entre 12 et 50 m ^{2*}	Enseignes de plus de 50 m ^{2*}
--	--	-------------------------------------	-----------------------------------	--	---

non numériques < ou = à 50 m ^{2**}	numériques < ou = à 50 m ^{2**}	7 et 12 m ²	et 12 m ^{2*}		
20,30 €	61 €	0 €	18,30€	36,60 €	73,20 €

**Il est précisé que le tarif de base applicable aux superficies de moins de 12 m² est multiplié par 2 lorsque la superficie totale des enseignes est comprise entre 12 et 50 m², et par 4 lorsque cette superficie dépasse 50 m².*

*** Il est rappelé que le tarif de base applicable aux dispositifs publicitaires et pré-enseignes, qu'ils soient numériques ou non numériques, est multiplié par 2 lorsque leur superficie totale est supérieure à 50 m²,*

ARTICLE 2 : De continuer à appliquer les dispositions votées par le Conseil Municipal en date du 28 juin 2010, soit :

- L'exonération totale des enseignes, autres que celles scellées au sol, si la somme des superficies est égale au plus à 12 m²
- La réfaction de 50 % du tarif applicable aux enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et égale au plus à 20 m²,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

9 - SUBVENTIONS 2019 AUX ASSOCIATIONS : MODIFICATIONS DE DÉNOMINATIONS – ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE À L'ARAC – AJUSTEMENT DU MONTANT DE LA SUBVENTION AU CSLC

Par délibération du 4 février 2019, le conseil municipal a arrêté la liste des subventions aux associations et autres organismes pour 2019. Dans cette liste, figurent deux associations dont la dénomination est erronée. Il s'agit de :

Dénomination dans la liste annexée à la délibération	Nouvelle dénomination	Montant
CSF de Dijon	Association syndicale des familles de Chenôve	500,00
ASCS ACTION SOCIO CULTURELLE ET SPORTIVE MAISON D'ARRET	Le Trait d'Union	500,00

Il convient donc de mettre à jour le tableau des subventions 2019 aux associations et autres organismes en y intégrant ces modifications.

Par ailleurs, il est proposé d'accorder à l'ARAC (Association Républicaine des Anciens Combattants) une aide de 400 € qu'elle sollicite pour un voyage, organisé en avril prochain, en mémoire des Fusillés pour l'exemple du conflit 1914-1918.

Enfin, le CSLC (Cercle Sportif Laïque de Chenôve) ayant bénéficié en 2018 d'une avance de 5 000 € sur la subvention 2019 par délibération du 24 septembre 2018, il convient de réduire de ce montant la subvention portée dans le tableau annexé à la délibération précitée. La subvention est donc ramenée à 7 052 €.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De modifier le tableau des subventions 2019 aux associations et autres organismes en corrigeant les dénominations pour deux attributaires.

ARTICLE 2 : D'attribuer une subvention exceptionnelle de 400 € à l'Association Républicaine des Anciens Combattants (ARAC), pour un déplacement en mémoire des Fusillés pour l'exemple du conflit 1914-1918.

ARTICLE 3 : De réduire la subvention 2019 au Cercle Sportif Laïque de Chenôve (CSLC) de 5 000 € correspondant à l'avance consentie en 2018, ramenant cette subvention à 7 052 €.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

CULTURE

10 - TROPHÉE D'IMPRO CULTURE ET DIVERSITÉ – CONVENTION ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA FONDATION CULTURE ET DIVERSITÉ : AUTORISATION DE SIGNATURE

Afin de poursuivre ses actions sur le territoire en faveur de la jeunesse, la commune s'associe à la Maison des Jeunes et de la Culture (M.J.C.) de Chenôve, en s'impliquant dans la pratique de l'improvisation théâtrale et en intégrant le dispositif national du Trophée d'Impro Culture & Diversité de la Fondation Culture et Diversité, à partir de la rentrée scolaire 2018.

La Fondation Culture & Diversité, fondation d'entreprise de Fimalac créée en 2006 par Marc Ladreit de Lacharrière, a pour mission de favoriser l'accès aux arts et à la culture pour les jeunes de l'éducation prioritaire. Elle organise un championnat national de matchs d'improvisation théâtrale inter-collèges. L'ensemble des programmes de la fondation et de ses partenaires est mené en partenariat étroit avec le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Culture et de la Communication. Depuis 2006, près de 28 000 élèves, issus de plus de 200 établissements scolaires en France, ont participé à ces programmes. Il a été décidé de développer une action permettant cette pratique artistique dans les collèges. Pour ce faire, l'association « Trophée d'Impro Culture et Diversité » a été créée.

Le Trophée d'Impro Culture & Diversité se déroule en quatre temps. Sont d'abord organisés, au sein des collèges relevant principalement de l'éducation prioritaire et tout au long de l'année, des ateliers autour du match d'improvisation, dirigés par des comédiens / metteurs en scène en temps scolaire, périscolaire ou extrascolaire. Les élèves participent ensuite à des matchs d'improvisation théâtrale, dans leur collège puis dans leur ville, puis en région. Enfin, les quatre demi-finalistes viennent à Paris pour représenter leur ville lors de la finale du trophée, dans un grand théâtre parisien.

Cette année, la ville de Chenôve est la première ville de Bourgogne-Franche-Comté à intégrer le dispositif d'Impro Culture et Diversité. La ville de Chenôve pilote le dispositif sur le territoire de Chenôve et la M.J.C. sera le référent pour les collèges.

La convention de partenariat, ci-annexée, fixe les conditions de ce partenariat conclu pour l'année scolaire 2018-2019 et le déroulement du championnat à Chenôve. Elle précise également les modalités d'accompagnement du référent scolaire, la prise en charge financière du trophée par la fondation à partir de la demi-finale.

Outre un appui administratif sur l'organisation des comités de pilotage, techniques et de suivi balisant l'élaboration du projet, la commune de Chenôve met à disposition des moyens humains et logistiques, met en œuvre les dispositifs réglementaires liés à la sécurisation de la manifestation et prendra en charge la communication.

Vu le projet de convention joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat 2019 avec l'association Trophée d'Impro Culture et Diversité aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

JEUNESSE ET SPORT

11 - PROMOTION ET PROGRESSION DU SPORT : PROPOSITION DE RÉPARTITION DES SUBVENTIONS 2019

Le dispositif « Promotion et Progression du Sport » a pour but principal d'aider les clubs sportifs de Chenôve à promouvoir le développement du sport individuel et collectif au niveau national.

La démarche engendrée par l'enveloppe PPS est, de ce fait, triple :

- promouvoir le haut niveau et aider à y accéder,
- le soutenir de façon à le pérenniser,
- régler au mieux les situations d'accession s'approchant de l'élite nationale. C'est pour cette raison qu'une partie de cette enveloppe est versée directement à l'Office municipal des Sports en cas de besoin, en cours d'année.

La proposition de répartition des subventions versées au titre de ce dispositif est présentée par le Comité Directeur de l'Office Municipal des Sports qui s'est réuni le 13 mars dernier et a voté cette proposition à l'unanimité. Elle fait suite à une réunion du bureau de l'OMS au cours de laquelle les présidents des clubs concernés par le haut niveau présentent le bilan de l'année écoulée et justifient les subventions octroyées ainsi que les perspectives pour la saison en cours.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

ARTICLE 1^{er} : Il est proposé au Conseil Municipal d'attribuer les subventions telles que proposées dans le tableau ci dessous :

ASSOCIATION TIR À L'ARC	3 000 €
ATHLÉTIC CLUB	12 000 €
A.D.O.C (ORIENTATION)	4 000 €
BASKET CLUB	20 500 €
ENTENTE BOULISTE SPORTIVE	4 500 €
INDÉPENDANTE (GYM)	14 000 €
LUTTE CLUB	10 500 €
CHENÔVE NATATION	10 500 €
TENNIS CLUB	1 500 €
VOLLEY CLUB	2 500 €
O.M.S	7 000 €

Les crédits correspondant à un montant de 90 000 € sont inscrits au budget primitif 2019.

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

12 - CENTRE NAUTIQUE MUNICIPAL – RÈGLEMENT INTÉRIEUR : PROPOSITIONS DE MODIFICATIONS

Le règlement intérieur du centre nautique municipal a été adopté par le Conseil municipal le 25 juin 2013.

Compte-tenu de l'évolution des équipements et du comportement des usagers, il apparaît nécessaire de modifier le règlement intérieur du centre nautique municipal afin notamment de préserver l'hygiène des bassins, la sécurité des usagers et conforter les interventions des agents.

Ce règlement modifie, complète ou ajoute les articles suivants :

- Art 2 : Reprécise les possibilités qu'ont la ville et ses agents de modifier les horaires d'ouverture du centre nautique
- Art 3 : Nouvel article qui précise les surfaces et profondeurs des bassins
- Art 4 : Nouvel article qui précise la Fréquentation Maximale Instantanée (FMI)
- Art 10 : Précise l'ancien règlement sur les tenues de bain des usagers, accompagnateurs, entraîneurs
- Art 12 : Précise l'ancien règlement sur les obligations liées à l'hygiène (douches savonnées, produits solaires, accès des poussettes, cheveux longs attachés, vêtements aux bords des bassins...)
- Art 13 : Précise l'ancien règlement sur la présence des enfants de moins de 8 ans dans les vestiaires
- Art 14 : Apporte des interdictions générales (vapoter, siffler pour interpeller, utiliser des sifflets)
- Art 15 : Reformule la possibilité pour les MNS d'interdire les palmes, plaquettes, masques et tubas
- Art 17 : Interdit les balles et ballons pouvant être considérés comme dangereux
- Art 18 : Précise l'ancien règlement quant aux prêts de matériel et interdit le public de manipuler certains équipements (perches, lignes d'eau, ...)
- Art 19 : Interdit les engins de plage.
- Art 20 : Précise l'ancien règlement et conseille aux usagers de signaler aux maîtres nageurs sauveteurs (MNS) les éventuels risques de santé
- Art 24 : Précise l'ancien règlement et interdit les gants de crins dans les espaces communs du sauna
- Art 27 : Précise qu'il faut se doucher après un séjour sur le solarium (hygiène et sécurité)
- Art 28 : Supprime le port obligatoire du bonnet pour les groupes, dans les heures d'ouverture au public, mais oblige le port d'un signe distinctif commun aux membres du groupe
- Art 31 : Précise l'ancien règlement en matière d'utilisation des combinaisons pour le club de plongée
- Art 33 : Précise l'ancien règlement au sujet des prises de vue. Autorise celles se limitant au strict cercle familial et dans le respect de la vie privée
- Art 34 : Informe de la disposition de distributeurs automatiques, sans que la ville ait de responsabilité en cas de dysfonctionnement
- Art 36 : Précise l'ancien règlement sur les responsabilités en cas de dégâts matériels causés par les usagers
- Art 38 : Précise l'ancien règlement à propos de l'exclusion de mineurs du centre nautique. Il dicte la procédure et informe les usagers des démarches qui seront effectuées.

Le règlement intérieur s'adresse à l'ensemble des personnes qui accèdent au centre nautique (les agents de l'établissement, les usagers comme les adhérents des clubs, les particuliers, les groupes constitués et leurs encadrements...).

Il est porté à la connaissance du public par voie d'affichage dans le hall d'entrée de l'établissement.

Vu l'article A.322-6 du Code des sports,

Vu le projet de règlement intérieur joint en annexe à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Culture, Éducation, Jeunesse et Sports en date du 28 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter le règlement intérieur du centre nautique municipal, joint en annexe, conformément aux conditions exposées et d'autoriser Monsieur le Maire à apporter des modifications de détail ne remettant pas en cause son économie générale,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

ADMINISTRATION GENERALE

13 - CREATIV' – TRANSFORMATION DU GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC EN ASSOCIATION – PROPOSITION D'ADHÉSION DE LA VILLE DE CHENÔVE

CREATIV', le cluster emploi-compétences du bassin dijonnais, est un opérateur local du marché du travail. Historiquement, ses principaux financeurs sont Dijon Métropole, l'État et le Fonds Social Européen. Sa présidence est assurée par un(e) élu(e) de Dijon Métropole.

Il propose les services suivants :

- La mise en œuvre et l'animation d'un accueil de proximité sur les quartiers Politique de la Ville de Dijon sur les questions d'insertion et d'emploi (Grésilles et Fontaine d'Ouche),
- Un travail d'accompagnement en direction des publics les plus éloignés de l'emploi sur le territoire de Dijon Métropole (1300 personnes accompagnées),
- Un travail d'appui, de conseil et d'accompagnement des commanditaires publics et des entreprises pour soutenir le développement des achats socialement responsables (728 contrats signés),
- La définition et l'animation d'un volet emplois/compétences en appui à la stratégie métropolitaine de développement économique pour analyser / anticiper les mutations économiques, développer une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences et accompagner la sécurisation des parcours professionnels,
- Le portage et l'animation d'un Campus régional des Métiers et des Qualifications sur la thématique « Alimentation, Goût, Tourisme »,
- L'impulsion, l'animation et la mise en œuvre de toute action complémentaire au droit commun et innovante concourant à l'insertion professionnelle des demandeurs d'emploi du territoire et des habitants des QPV en particulier mais aussi à l'évolution des pratiques Ressources Humaines des entreprises.

En 2019, CREATIV' gère un budget de 1 695 522 € (ressources directes) et de 2 175 384 € (ressources directes, valorisation + FSE indirects). Il dispose d'une équipe de 37 collaborateurs.

Dans le cadre du Projet de Loi de Finances 2018, le Gouvernement a annoncé son souhait de supprimer les financements alloués au dispositif des maisons de l'emploi sur deux années. Cette décision a eu pour conséquence de faire perdre 370 000 € de ressources à CREATIV'.

Suite à l'annonce de ce désengagement, les membres de sa gouvernance ont souhaité faire évoluer la forme juridique de la structure pour la transformer en association.

En effet, depuis 2007 et la création de l'ex-Maison de l'emploi et de la formation du bassin dijonnais, la structure avait pris la forme d'un Groupement d'Intérêt Public de droit privé. Celle-ci avait été motivée par deux raisons principales :

- Favoriser la mise à disposition des personnels de l'ANPE puis de Pôle emploi.
- Permettre à l'État de nommer un Commissaire du Gouvernement chargé de contrôler les activités et la gestion du groupement.

Dans un contexte de recentrage de la gouvernance de CREATIV' autour de Dijon Métropole, il est convenu :

- de passer CREATIV' sous statut associatif par le biais d'une transformation afin de simplifier son fonctionnement.
- d'impliquer plus fortement les communes disposant d'un quartier « politique de la ville » dans son pilotage en leur permettant de devenir administrateur de la structure aux côtés des opérateurs de l'emploi (Pôle emploi, la Mission locale et l'APEC).

Vu le projet de statuts de l'association CREATIV' joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adhérer à l'association dénommée CREATIV' aux côtés de Dijon Métropole, des autres communes disposant d'un quartier « politique de la ville » et des opérateurs de l'emploi du territoire,

ARTICLE 2 : D'adopter le projet de statuts qui définit les modalités de fonctionnement de la structure,

ARTICLE 3 : De désigner Monsieur le Maire en qualité de représentant titulaire et Madame Aziza AGLAGAL en qualité de représentante suppléante de la ville de Chenôve, au sein du conseil d'administration de l'association,

ARTICLE 4 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

26 POUR

3 ABSTENTIONS :

Mme M'PIAYI - M. MICHEL - M. FOUAD

COHESION SOCIALE ET URBAINE

14 - POLITIQUE DE LA VILLE – CONTRAT LOCAL DE SANTÉ 2016-2018 : AVENANT DE PROROGATION

Le Contrat Local de Santé (CLS) est une mesure innovante de la loi Hôpital, Patients, Santé et Territoires du 21 juillet 2009 (loi n° 2009-879). L'article L1434-17 du Code de la Santé Publique dispose que « la mise en œuvre du Projet Régional de Santé peut faire l'objet de contrats locaux de santé conclus par l'Agence Régionale de Santé, notamment avec les collectivités territoriales et leurs groupements, portant sur la promotion de la santé, la prévention, les politiques de soins et l'accompagnement médico-social ».

Le Contrat Local de Santé permet de consolider le partenariat local sur les questions de santé. Il consiste à développer des actions, visant à améliorer la santé des habitants et à réduire les inégalités sociales et territoriales de santé.

Par délibération n° 17 du 21 mars 2016, la ville de Chenôve a approuvé le Contrat Local de Santé 2016-2018 du Grand Dijon et autorisé Monsieur le Maire à signer tout acte utile à son exécution.

Comme annoncé par l'Agence Régionale de Santé (ARS) lors du Comité de pilotage du 22 janvier 2019, un avenant de prorogation du CLS est proposé aux différents signataires, afin d'engager une réflexion pour définir les nouveaux contours de cette future contractualisation sur les cinq années à venir .

Par le présent avenant, les signataires du Contrat Local de Santé de Dijon Métropole s'accordent pour proroger les engagements pris dans le cadre du contrat initial, jusqu'à la signature du prochain CLS, soit au plus tard le 31 décembre 2019.

Cet avenant prend donc effet à compter du 1^{er} décembre 2018.

Vu le projet d'avenant joint en annexe,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'avenant de prorogation du Contrat Local de Santé aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

FINANCES

15 - EQUI-SENS HANDI CHEVAL BOURGOGNE-FRANCHE-COMTÉ – PARTICIPATION DE LA VILLE DE CHENÔVE À LA GARANTIE D'EMPRUNT DE L'ASSOCIATION

Association loi 1901, EQUI-SENS accompagne des personnes en situation de handicap psychique, physique, relationnel ou en souffrance, avec le cheval comme partenaire de la relation.

Cette association a pour but :

- de promouvoir, organiser, gérer toutes activités de thérapie, de relation d'aide, liées à l'approche du cheval et à ses soins, pour toutes personnes en situation de handicap,
- la promotion du « cheval et relation d'aide », de l'équicie et de la thérapie avec le cheval,
- la mise en place des moyens nécessaires à cette promotion et à ce développement

En vue de finaliser les installations de l'association, Mme Sabine CHAPUIS, fondatrice et directrice de l'association EQUI-SENS, et M. Christophe ZANDER, son président, sollicitent la garantie de la Ville sur une demande de prêt d'un montant de 80 000 euros formulée auprès du Crédit Mutuel de Chenôve.

Dans l'optique de soutenir le plan de financement d'EQUI-SENS, et après étude du dossier par le service financier de la ville, il en découle la proposition suivante :

- Souscription par l'association EQUI-SENS d'un emprunt de 80 000 € maximum, qui peut être revu uniquement à la baisse, remboursable sur 120 mois, avec un taux fixe de 1,95 % (hors assurance). Cet emprunt sur le montant définitif serait garanti à hauteur de 30 % par la ville de Chenôve, conformément à ce que la législation autorise.

Vu l'article L.2252-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la proposition jointe du Crédit Mutuel de Chenôve,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De garantir à hauteur de 30 % un emprunt souscrit par l'association EQUI-SENS auprès du Crédit Mutuel de Chenôve pour un montant maximum de 80 000 €, remboursable sur 120 mois et au taux fixe de 1,95 % (hors assurance), conformément à la proposition jointe du Crédit Mutuel,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

16 - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD) – RAPPORT ANNUEL DES REPRÉSENTANTS DE LA VILLE DE CHENÔVE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR L'EXERCICE CLOS AU 30 JUIN 2018

Société Publique Locale, la SPLAAD a pour objet de procéder, exclusivement pour le compte de ses actionnaires, à tous actes nécessaires à la réalisation d'opérations par voie de convention de prestations intégrées « in house ».

Par délibération du 29 juin 2009, la Ville de Chenôve a décidé de participer au capital de la société et détient, à ce jour, 300 actions d'une valeur nominale de 1 000 euros.

Les représentants permanents de la Ville de Chenôve au Conseil d'Administration de la SPLAAD sont :

- Monsieur Thierry FALCONNET,
- Monsieur Dominique MICHEL, jusqu'à la délibération n° DEL_2018_045 du 28 mai 2018,
- Monsieur Jean-Jacques BERNARD, depuis la délibération n° DEL_2018_045 du 28 mai 2018.

Conformément aux dispositions de l'article L1524-5 alinéa 14 du Code Général des Collectivités Territoriales, les représentants permanents de la Ville de Chenôve doivent rendre compte de leurs missions à l'assemblée délibérante, au moins une fois par an.

Dans ce cadre, les représentants permanents sus désignés soumettent à votre appréciation un rapport synthétique sur l'exercice de la SPLAAD du 1^{er} juillet 2017 au 30 juin 2018 et approuvé par son Assemblée Générale Ordinaire le 13 décembre 2018.

Pour l'exercice clos au 30 juin 2018, le rapport annuel des élus mandataires annexé à la présente délibération retrace notamment les événements majeurs suivants :

- élargissement de l'objet social de la SPLAAD aux opérations de constructions,
- renouvellement du mandat de Madame Marion JOYEUX, directrice générale de la SPLAAD, pour une durée de six exercices,
- entrée de la Communauté Urbaine Creusot Montceau au capital social,
- entrée de la ville de Magny-sur-Tille au capital social,
- présidence de l'Assemblée spéciale par M. Michel GREMERET,
- suppression du Comité de Contrôle et renforcement du Comité stratégique devenant le Comité de Contrôle et Stratégique.

Durant l'exercice 2017-2018, le Comité de Contrôle et Stratégique s'est réuni sept fois. La Commission d'Appel d'Offres s'est réunie une fois.

Pour l'exercice 2017-2018, les comptes annuels font apparaître un résultat net s'élevant à 627 334,01 €. Les capitaux propres de la société (structure et programmes) d'un montant de 3 209 112,73 € se répartissent comme suit :

- 1 896 800,40 € de capitaux nets,
- 1 312 312,33 € de subventions d'investissement perçues au titre des opérations conduites par la société.

Vu l'article L.1524-5 du Code général des collectivités territoriales et plus précisément son alinéa 14,

Vu le rapport joint en annexe sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2018,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2018.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De se prononcer favorablement sur le rapport annuel des élus mandataires à la Ville de Chenôve portant sur l'exercice de la SPLAAD clos au 30 juin 2018,

ARTICLE 2 : De donner quitus de leurs missions pour l'exercice clos au 30 juin 2018 aux élus mandataires siégeant au conseil d'administration de la société, Monsieur Thierry FALCONNET, Monsieur Dominique MICHEL et Monsieur Jean-Jacques BERNARD.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

COHESION SOCIALE ET URBAINE

17 - OPÉRATION "CENTRALITÉ" – APPROBATION DE LA QUATRIÈME CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENÔVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a autorisé la signature d'une convention de prestations intégrées (CPI) fixant les conditions d'intervention de la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) dans le cadre de l'opération d'aménagement ZAC « Centre Ville ».

Il est rappelé que par délibération en date du 6 novembre 2017, le Conseil municipal a approuvé l'avenant n°6 à la CPI qui avait pour objet l'extension du périmètre et le changement de dénomination de l'opération, devenant l'opération « Centralité ».

Cette convention de prestations intégrées prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées font apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur sollicite le versement d'une avance de trésorerie, éventuellement renouvelable ».

Pour couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la ville de Chenôve d'une quatrième avance au titre de l'opération « Centralité » à hauteur d'un montant de 1 000 000 € (un million d'euros).

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente délibération.

Vu l'article L.1523-2 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la quatrième convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Centralité », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

18 - OPÉRATION "KENNEDY" – APPROBATION DE LA PREMIÈRE CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE ENTRE LA VILLE DE CHENOVE ET LA SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE "AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DIJONNAISE" (SPLAAD)

Le 28 septembre 2009, le Conseil municipal de la Ville de Chenôve a confié à la Société Publique Locale « Aménagement de l'Agglomération Dijonnaise » (SPLAAD) la réalisation de l'opération d'aménagement et de restructuration du secteur Kennedy par voie de Convention de Prestations Intégrées (CPI) portant concession d'aménagement.

Cette convention prévoit dans son article 16.5 que « lorsque les prévisions budgétaires actualisées feront apparaître une insuffisance provisoire de trésorerie, l'aménageur pourra solliciter le versement par la Collectivité concédante d'une avance, éventuellement renouvelable ».

Dans la perspective du démarrage de la mission de maîtrise d'œuvre qui sera chargée de la conception du projet d'aménagement et du suivi des travaux et afin de couvrir le besoin de trésorerie et diminuer le recours à l'emprunt, la SPLAAD sollicite le versement par la ville de Chenôve d'une première avance au titre de l'opération « Kennedy » à hauteur d'un montant de 500 000 € (cinq cent mille euros).

Le montant et les modalités de versement de cette avance sont fixés par la convention d'avance de trésorerie annexée à la présente délibération.

Vu l'article L. 1523-2 4° du Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de convention d'avance de trésorerie annexé à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine, et Citoyenneté en date du 26 mars 2019,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer la première convention d'avance de trésorerie au titre de l'opération « Kennedy », conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités relatives à cette convention.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

19 - AUTORISATION DE VENTE DES BOIS DES PARCELLES N° 1A, 1C, 2, 3, 4, 5, 6, 8 ET 9 PAR L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS (ONF)

Conformément aux orientations de plan d'aménagement forestier communal, des travaux de débroussaillage ont été menés en 2018 dans la forêt de la Trouhaude, sur une zone traversée par le CRAPA.

Cette opération a permis de préparer, sur les parcelles forestières n° 1A, 1c, 2, 3, 4, 5, 6, 8 et 9, les coupes de peuplements adultes de résineux présentant des signes de dépérissement ou permettant de mettre en lumière des feuillus.

Les travaux de coupe et la vente de bois représentant un volume d'environ 700 m³ pourraient être confiés à l'Office National des Forêts (ONF) qui reversera à la ville de Chenôve le montant de la vente diminué de 1% correspondant aux frais de gestion perçus par l'ONF. Sous réserve du dénombrement précis des produits issus de la coupe qui sera réalisée, le montant de la valeur de la coupe est estimé par l'ONF à environ 10 000 €.

Après avoir examiné, dans le respect des règles de confidentialité imposées par le secret des affaires, le texte du contrat d'approvisionnement de la Société GAILLARD-RONDINO, qui lui a été présenté par l'ONF,

Vu les articles L.214-7 et L.214-8 du Code forestier,

Vu le Règlement National d'Exploitation Forestière,

Vu les articles 12, 14 et 15 de la Charte de la forêt communale,

Vu le document d'aménagement en vigueur pour la forêt communale, approuvé par délibération en date du 18 décembre 2006,

Vu le plan joint à la présente délibération,

Vu le contrat d'approvisionnement proposé par l'ONF, joint à la présente délibération,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De valider le choix proposé par l'Office National des Forêts de vendre sur pied, par contrat négocié de gré à gré, les bois des parcelles inscrites à l'état d'assiette 2019 et portant les numéros 1A 1c 2 3 4 5 6 8 9 avec l'entreprise GAILLARD-RONDINO et toute nouvelle entreprise pouvant contractualiser avec l'ONF pour les mêmes types de produits,

ARTICLE 2 : D'accepter toutes les clauses techniques et financières du contrat d'approvisionnement,

ARTICLE 3 : De décider que la vente se fera par les soins de l'ONF, dans le cadre de ce contrat d'approvisionnement par une vente de bois sur pied à la mesure,

ARTICLE 4 : De valider que le paiement de l'intégralité de la valeur de la coupe interviendra selon la grille de prix annexée au contrat,

ARTICLE 5 : D'accepter sur son territoire communal relevant du régime forestier le

dépôt de bois issu de son domaine forestier dans les conditions prévues par les différents cahiers des clauses des ventes et par le Règlement National d'Exploitation Forestière,

ARTICLE 6 : D'interdire la circulation des véhicules hors des chemins, cloisonnements d'exploitation et place de dépôt, en raison du préjudice qu'ils pourraient occasionner aux sols forestiers,

ARTICLE 7 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

20 - CESSION DE TROIS PARCELLES FONCIÈRES EN CLOS DU ROY : PRÉCISION

Par délibération du 17 décembre 2018, la commune de Chenôve a autorisé la vente à Monsieur Laurent FOURNIER, viticulteur à Marsannay-la-Côte, de trois parcelles AB n°327, n°328, n°329, d'une superficie totale de l'ordre de 1743 m², situées en Clos du Roy.

Il est rappelé, notamment, que la valeur du bien avait été évaluée à 14 000 euros hors taxes par France Domaine et, qu'au vu de leur état de friche et des travaux préalables nécessaires à la plantation de vignes, la commune de Chenôve avait fixé le montant de la vente à 13 000 euros hors taxes.

Dans le cadre de l'élaboration de l'acte notarié, il apparaît aujourd'hui nécessaire de préciser que Monsieur Laurent FOURNIER acquiert les parcelles en sa qualité de gérant du Groupement Foncier Viticole « G2L » (GFV « G2L »).

Vu l'avis de France Domaine, en date du 8 août 2018,

Vu le plan joint en annexe,

Vu la délibération DEL_2018_119 du 17 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession foncière des parcelles AB n°327, n°328, n°329 au Groupement Foncier Viticole « G2L », sis 29 rue du Château à Marsannay-la-Côte, représenté par Monsieur FOURNIER, gérant, aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, toute acte préalable nécessaire afin d'engager les parties avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

DOMAINE ET PATRIMOINE

21 - CESSION DE L'ENSEMBLE IMMOBILIER 5 PLACE LAPRÉVOTE – AUTORISATION DE SIGNATURE

La commune de Chenôve est propriétaire d'un ensemble immobilier, sis 5 place Laprévote dans le vieux bourg, cadastré section AB N° 82 d'environ 964 m², comprenant notamment l'ancienne poste du village, un hangar, un logement et des salles de réunion, utilisées ces dernières années comme locaux associatifs.

Ces locaux, aujourd'hui pour partie inutilisés, n'ont plus d'utilité pour la commune, il est donc envisagé de vendre ce bien.

Aujourd'hui, la commune bénéficie d'une offre d'achat de 280 000 € présentée par la SARL RIVOLI NT 08. Cette cession pourrait donc être consentie pour un montant de 280 000 €, légèrement supérieur à l'estimation de France Domaine.

Les frais liés à l'acte seraient à la charge de l'acquéreur.

Préalablement à l'acte notarié, il pourrait être signé un compromis de vente qui présente l'intérêt d'engager le vendeur mais également l'acquéreur sous réserve d'éventuelles(s) condition(s) suspensive(s).

Vu l'article L.2241-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu l'offre d'achat de la SARL RIVOLI NT 08 du 7 février 2019,

Vu l'avis de France Domaine du 13 décembre 2018,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser la cession de cet ensemble immobilier situé 5 place Laprévote pour un montant de 280 000 €, conformément aux conditions exposées ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser Monsieur le Maire à signer l'acte notarié correspondant et, tout acte préalable nécessaire afin d'engager les parties dès avant la signature de l'acte notarié,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

22 - CHEMIN NON CADASTRÉ SITUÉ ENTRE LE 48 ET LE 50 RUE MAXIME GUILLOT : ABSENCE D'INDICE DE DOMANIALITÉ PUBLIQUE

Dans le cadre d'un projet de transaction entre particuliers, l'agence Cimm-Immobilier a sollicité la commune de Chenôve sur la nature, publique ou privée, d'un chemin non cadastré.

Ce chemin, situé entre le 48 et le 50 rue Maxime Guillot, jouxte deux propriétés cadastrées AM n° 286, AM n° 287 pour l'une, et AM n° 288 pour l'autre (cf. plan joint).

Il apparaît que dans les années 1970, les deux propriétaires se sont partagés la jouissance de ce chemin et ont procédé aux aménagements corrélatifs (édification d'un muret notamment).

Par ailleurs, des recherches viennent d'être effectuées par les services techniques de la ville, par M. Damien Pierre, cabinet de géomètres experts M.J.S.P. (saisi par l'agence Cimm-Immobilier) et par Maître Philippe Schang, étude notariale Schang-Tardy.

Il n'est mis en évidence aucun indice de domanialité publique (ni utilité pour les réseaux ou dans le cadre d'un projet général de construction, ni usage direct du public ou aménagement lié à un service public). L'existence de ce chemin se justifie donc par une utilité d'ordre privé.

Dans ces conditions, il est permis de conclure à une erreur de représentation du plan cadastral. En conséquence, il appartient au géomètre-expert saisi par les propriétaires, de délimiter les parcelles mentionnées ci-dessus en prenant en compte ce chemin.

Il peut être ainsi procédé à une régularisation par simple procès-verbal et plan de bornage amiable et contradictoire permettant de mettre à jour le document cadastral conformément aux emprises actuelles d'occupation.

Il est précisé que la commune ne prendra en charge aucun frais, l'opération concernant des actes et diligences liés à une transaction entre particuliers.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De conclure à l'absence d'indice de domanialité publique et corrélativement à la nature privée du chemin non cadastré tel qu'exposé ci-dessus,

ARTICLE 2 : D'autoriser tous actes et diligences, notamment du géomètre-expert, visant à prendre en compte les emprises actuelles d'occupation,

ARTICLE 3 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

AMENAGEMENT

23 - AUTORISATION DE CONCLURE LES CONVENTIONS DE SERVITUDE NÉCESSAIRES AUX BESOINS DU SERVICE PUBLIC DE DISTRIBUTION D'ÉLECTRICITÉ : ADAPTATIONS ET PRÉCISIONS

La commune de Chenôve a été contactée par la société ENEDIS, ex Electricité Réseau Distribution France (ERDF), pour réaliser des travaux dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique.

Les droits et obligations pour les parties en présence seront déterminés par une convention de servitude.

Cette convention s'inscrit dans le cadre de la délibération n° 201 du 11 mai 2009 à laquelle il convient toutefois d'apporter quelques adaptations et précisions.

Ainsi, il s'agit aujourd'hui d'autoriser l'exercice des droits mentionnés dans la délibération n° 201 liés aux travaux d'enfouissement des réseaux, à l'installation d'armoires de coupure électrique et ses accessoires etc, par toute personne morale chargée de gérer le réseau public de distribution d'électricité, soit ENEDIS ou toute autre société se substituant à cette dernière.

Il convient de noter qu'une indemnisation pour préjudices spéciaux corrélative, notamment, à l'égavage et à l'abattage d'arbres est susceptible d'être octroyée à la commune en sa qualité de propriétaire des parcelles concernées par les travaux, outre toutes réparations consécutives aux dégâts occasionnés.

Les autres dispositions de la délibération n° 201 du 11 mai 2009 portant autorisation de conclure les conventions de servitude nécessaires aux besoins du service public de distribution d'électricité restent inchangées.

Vu la délibération n° 201 du 11 mai 2009,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'autoriser Monsieur le Maire à signer toutes conventions de servitude établies pour les besoins du service public de distribution d'électricité aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

FINANCES

24 - SUBVENTION AU CCAS SUITE À VENTE D'UN VÉHICULE

La ville de Chenôve a mené une réflexion générale sur son parc automobile afin d'en réduire le coût d'entretien et de l'adapter à ses besoins actuels. À cet effet, il a été décidé de remplacer certains véhicules thermiques les plus anciens (notamment de type diesel) par des véhicules électriques en location.

Dans le cadre de ce renouvellement, le véhicule Renault Mégane, immatriculé CL-555-JX, a été cédé, par décision du Maire, à un particulier, au prix de 1 500 €.

Il est proposé de reverser le produit de cette vente au CCAS de Chenôve, sous forme d'une subvention complémentaire à la subvention annuelle.

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement et Ressources Humaines en date du 27 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'attribuer une subvention complémentaire au CCAS de Chenôve, égale au montant de cette vente, soit 1 500 €. Les crédits, en dépenses et recettes, seront inscrits à la prochaine décision budgétaire,

ARTICLE 2 : Plus généralement, de mandater Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

ADMINISTRATION GENERALE

25 - MODIFICATION DU RÈGLEMENT INTÉRIEUR DU CONSEIL MUNICIPAL

Considérant que toute mise à disposition du public de messages d'information portant sur les réalisations et la gestion du conseil municipal doit être regardée comme la diffusion d'un bulletin d'information générale,

Considérant que tout élu n'appartenant pas à la majorité bénéficie d'un droit individuel d'expression dans lesdits bulletins d'information générale,

Considérant les évolutions récentes en matière de communication,

Il convient de modifier l'article 33 du règlement intérieur du conseil municipal relatif au droit d'expression des conseillers municipaux dans les publications municipales comme suit :

« Article 33 : Bulletins d'information générale – Droit d'expression

Conformément à l'article L 2121-27-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, afin d'assurer une juste représentation des opinions du Conseil Municipal et de veiller au respect des droits de l'opposition, lorsque la commune diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil municipal, un espace est réservé à l'expression des conseillers n'appartenant pas à la majorité municipale. Aussi, dès lors que la commune diffuse un bulletin d'information générale, il doit être satisfait à cette obligation.

Cette disposition ne rend pas obligatoire l'organisation d'une information générale sur l'activité de la collectivité locale ; elle ne s'applique que lorsque celle-ci existe et ne fait pas obstacle à ce que les publications municipales diffusées par les communes comportent un espace réservé à l'expression des groupes d'élus appartenant à la majorité municipale.

La répartition de l'espace d'expression réservé aux conseillers n'appartenant pas à la majorité est fixée par le conseil municipal.

S'agissant du magazine municipal, une double page est réservée aux tribunes de libre expression. Chaque groupe composant la majorité municipale ou d'opposition constitué disposera de 2500 signes (espaces compris) et chaque conseiller municipal n'appartenant pas à un groupe constitué disposera de 600 signes (espaces compris) pour s'exprimer dans le bulletin municipal. Les différentes tribunes ainsi publiées dans le bulletin municipal seront également diffusées sur le site internet de la ville et sur la page Facebook « Ville de Chenôve ».

Le délai de remise des textes est fixé par le service de la communication qui prendra attache par écrit avec les élus concernés pour fixer le délai d'envoi des textes et le calendrier annuel de publication.

Le directeur de publication, en cette qualité, dispose d'un droit de regard sur le contenu des articles proposés qui ne doivent pas contrevenir à la législation sur la presse. Il pourra, par ailleurs, demander la limitation des textes pour tenir compte de l'espace de publication disponible ».

Vu l'article L.2121-27-1 du Code général des collectivités territoriales,

Vu la délibération n° 68 du 29 septembre 2014.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'adopter la modification de l'article 33 du règlement intérieur du conseil municipal telle que proposée ci-dessus,

ARTICLE 2 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES
29 POUR

ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

26 - DÉSIGNATIONS POUR LE REMPLACEMENT D'ÉLUS AU SEIN DES COMMISSIONS MUNICIPALES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les désignations au sein du conseil municipal peuvent être décidées à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les désignations prévues par la présente délibération, il y a possibilité de procéder à une désignation à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant l'évolution des équilibres politiques au sein du Conseil municipal,

Considérant que le Conseil municipal, par délibération n° 59 du 28 septembre 2015, avait créé trois commissions municipales, qu'à cette occasion il avait fixé les règles suivantes de fonctionnement desdites commissions :

- Chaque élu ne peut être membre que d'une seule commission,
- L'organisation des thématiques présentes dans chaque commission selon les délégations consenties aux adjoints au Maire, permettant ainsi la présence de trois adjoints dans chaque commission,

Considérant les nouvelles délégations consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux par arrêtés du 12 avril 2018,

Considérant qu'il est loisible au Conseil municipal, pour des motifs tirés de la bonne administration des affaires de la commune, de décider, leur remplacement au sein desdites commissions,

Vu les articles L.2121-21 et L.2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la délibération n° 59 du 28 septembre 2015,

Vu les arrêtés n° ARR_2018_104, _105, _106, _107 et _108 du 12 avril 2018,

Vu le tableau des commissions municipales annexé à la présente délibération.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à une désignation à main levée pour l'ensemble des représentations ci-après,

ARTICLE 2 : De désigner les conseillers municipaux pour siéger dans les commissions municipales tel que précisé dans le tableau suivant,

COMMISSIONS MUNICIPALES	CONSEILLERS MUNICIPAUX DESIGNÉS	EN REMPLACEMENT DE
Culture, Education, Jeunesse et Sports	Saliha M'PIAYI	Elise MARTIN
Solidarité, Tranquillité publique, Cohésion sociale et urbaine et Citoyenneté	Elise MARTIN	Saliha M'PIAYI

ARTICLE 3 : Plus généralement, d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir

toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

29 POUR

27 - ÉLECTION DES REPRÉSENTANTS DU CONSEIL MUNICIPAL AU SEIN DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES – POSSIBILITÉ DE VOTE À MAIN LEVÉE

Considérant que les votes au sein du Conseil municipal peuvent s'organiser à main levée sauf si une disposition législative ou réglementaire prévoit un scrutin secret,

Considérant que pour les votes relatifs à l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres, il y a possibilité de procéder par un vote à main levée par l'assemblée délibérante sous réserve de recueillir l'accord unanime du Conseil municipal,

Considérant que la composition de la Commission d'appel d'offres reflète le pluralisme des différentes tendances au sein du Conseil municipal,

Considérant l'évolution des équilibres politiques au sein du Conseil municipal,

Considérant la composition de la Commission d'appel d'offres suite aux élections 2014 devant respecter la règle de la représentation proportionnelle au plus fort reste et l'article L.1411-5 auquel renvoie l'article L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales qui prévoit la composition de la CAO comme suit :

"Lorsqu'il s'agit d'une région, de la collectivité territoriale de Corse, d'un département, d'une commune de 3 500 habitants et plus et d'un établissement public, par l'autorité habilitée à signer la convention de délégation de service public ou son représentant, président, et par cinq membres de l'assemblée délibérante élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste" .

Considérant qu'au regard de cet article, il convient de procéder au renouvellement de la Commission d'appel d'offres, amenée à intervenir pour le choix du titulaire des prochains marchés formalisés des assurances de la ville de Chenôve et du Centre Communal d'Action sociale de Chenôve,

Vu les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis de la commission Finances, Aménagement, et Ressources Humaines en date du 26 mars 2019.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : De procéder à un vote à main levée pour l'élection des membres de la Commission d'appel d'offres,

ARTICLE 2 : D'élire à la représentation proportionnelle au plus fort reste pour la Commission d'appel d'offres 5 membres titulaires et 5 membres suppléants (outre l'autorité habilitée à signer ou son représentant) :

	TITULAIRES	SUPPLÉANTS
LISTE A proposée par la majorité municipale	B. BUIGUES J. BOILEAU L. RAILLARD C. CARLIER J.-D. BAGNARD	M.-P. CROS M. AMODÉO C. DAL MOLIN S. BLANDIN J. VIGREUX
LISTE B proposée par le groupe « Avançons pour Chenôve »	S. FOUAD	S. M'PIAYI

ARTICLE 3 : Plus généralement d'autoriser Monsieur le Maire à l'effet d'accomplir toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Le Conseil Municipal, après en voir délibéré,

- approuve A L'UNANIMITE de procéder à un vote à main levée,
- approuve A LA MAJORITE ces propositions par :

VOTES

27 SUFFRAGES EXPRIMÉS

2 ABSTENTIONS :

M. ESMONIN - Mme RICHARD

24 POUR LA LISTE A

3 POUR LA LISTE B

SONT ÉLUS TITULAIRES : B. BUIGUES, J. BOILEAU, L. RAILLARD, C. CARLIER, S. FOUAD

SONT ÉLUS SUPPLÉANTS : M.-P. CROS, M. AMODÉO, C. DAL MOLIN, S. BLANDIN, S. M'PIAYI

28 - MISE EN ŒUVRE DE LA PROTECTION FONCTIONNELLE D'UN ÉLU

L'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales dispose : « Le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la commune conformément aux règles fixées par le Code pénal, les lois spéciales et le présent code. La commune est tenue de protéger le maire ou les élus municipaux le suppléant ou ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion ou du fait de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté. »

Il appartient au conseil municipal, compte tenu de l'ensemble des circonstances, d'une part de vérifier que les conditions légales énoncées à l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales sont remplies, et d'autre part de déterminer les modalités permettant d'atteindre l'objectif de protection et de réparation.

Par un courrier en date du 7 mars 2019, Monsieur Ludovic RAILLARD, 6^e adjoint au Maire, a sollicité l'octroi de la protection fonctionnelle considérant l'agression physique et verbale (injures et menaces) dont il a été victime le 17 février 2019, de la part du conducteur d'un véhicule qui refusait de respecter les consignes relatives au marché du dimanche. Monsieur RAILLARD exerçait alors les missions pour lesquelles il a reçu délégation de Monsieur le Maire.

Monsieur RAILLARD a déposé plainte, le jour même des faits, pour violences et injures.

Au regard des circonstances exposées, il est donc proposé d'accorder la protection fonctionnelle à Monsieur Ludovic RAILLARD.

Ainsi, la Ville prendrait en charge les frais de procédure dûment justifiés (honoraires d'avocat notamment).

Il convient de rappeler que la prise en charge des frais de procédure dans le cadre de la protection fonctionnelle se fera après vérification que les montants facturés ou déjà réglés ne sont pas manifestement excessifs, notamment au regard des pratiques tarifaires habituelles dans la profession et de la nature des prestations accomplies (limitées aux faits décrits dans la demande de protection fonctionnelle).

Dans un souci de bonne gestion des deniers publics, l'élu sera informé des barèmes de prise en charge de l'assureur protection juridique de la ville et invité à choisir un conseil qui s'inscrive, dans la mesure du possible, dans ces barèmes.

Vu l'article L.2123-35 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE 1^{er} : D'accorder le bénéfice de la protection fonctionnelle à Monsieur Ludovic RAILLARD, adjoint au Maire, pour notamment couvrir les frais de procédure conformément aux conditions exposées,

ARTICLE 2 : De mandater Monsieur le Maire à l'effet de signer tous actes, d'effectuer toutes démarches et formalités nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

M. Ludovic RAILLARD, adjoint intéressé à la présente délibération, peut, s'il le souhaite, quitter la salle. Il ne prend part ni au débat ni au vote.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, approuve A L'UNANIMITE ces propositions par :

VOTES

28 POUR

1 NE PREND PAS PART AU VOTE :

M. RAILLARD

ADMINISTRATION GENERALE**29 - DÉLÉGATIONS DE POUVOIRS À MONSIEUR LE MAIRE PAR LE CONSEIL MUNICIPAL**

Vu les articles L.2122-22 et L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales,
Vu la délibération n°62 du Conseil municipal du 28 septembre 2015 portant délégation de pouvoirs au Maire,
Vu la délibération n°24 du Conseil municipal du 21 mars 2016 portant modification technique de la délibération n°62 du 28 septembre 2015,

Vu le tableau joint en annexe,

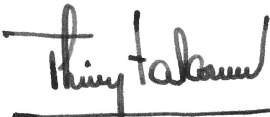
Il est proposé au Conseil Municipal :

ARTICLE UNIQUE : De prendre acte des décisions présentées dans le tableau ci-après annexé.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, PREND ACTE.

La séance est levée à 22 h 07.




Thierry FALCONNET